

L'économie sociale et solidaire : pour une sociologie des émergences

Jean-Louis Laville – sociologue



L'économie sociale et solidaire n'est pas un secteur marginal, ni un sous-service public ni une entreprise privée au rabais, contrairement à la vulgate qui prévaut en France. Depuis plusieurs décennies, sur tous les continents, des initiatives solidaires ont dynamisé l'économie sociale tandis que s'est instauré un dialogue Nord-Sud. Nourrie par cette pensée plurielle, la sociologie des émergences se propose d'en étudier le potentiel d'émancipation et de transformation économique, sociale et politique.

L'économie sociale et solidaire (ESS) est très souvent abordée comme un secteur regroupant des organisations non capitalistes (associations, coopératives, mutuelles). Les débats la concernant en France ont trop souvent été marqués par un « nationalisme méthodologique » en s'en tenant à ce seul pays.

Or, les questions posées par cette économie ne peuvent apparaître que dans une perspective internationale. Dans plus de trente pays de tous les continents, l'ESS a suscité depuis le début du XXI^e siècle de nouvelles politiques publiques et des lois cadres. Cette reconnaissance inédite a été rendue possible par la tradition d'économie sociale, mise en œuvre par les organisations non capitalistes citées ci-dessus, mais également par la dynamisation de celle-ci grâce à l'émergence d'une multitude d'initiatives solidaires dans le dernier tiers du XX^e siècle. Sur le plan empirique, l'ESS est ainsi un compromis stratégique qui a permis de réunir les dimensions sociale et solidaire afin de mieux peser sur les négociations menées avec les pouvoirs publics.

Toutefois, ce texte, prenant appui sur cette réalité internationale, n'a pas pour objet de la décrire. Il se centre sur les enjeux épistémologique et théorique de l'ESS.

L'enjeu est épistémologique parce que la vision est très différente selon que l'on mobilise une épistémologie du Nord ou du Sud. C'est ce qui est détaillé dans la première partie.

Et l'enjeu est théorique parce que la problématique de l'économie solidaire a mis en évidence l'incomplétude conceptuelle de l'économie sociale. Certes, il est important de prendre en compte l'existence d'organisations non capitalistes mais il est également indispensable de s'interroger sur les définitions de l'économie et de la démocratie, dont l'économie solidaire défend une approche substantive ; c'est l'argumentaire développé dans la deuxième partie.

La troisième partie, passant de l'histoire à l'actualité, revient sur les limites de la vision du Nord et montre comment s'est instauré un dialogue Nord-Sud pour une autre approche de l'ESS.

Un enjeu épistémologique

Il est fréquent de constater à quel point l'ESS est méprisée dans le cadre d'une pensée occidentalocentriste qui se veut critique mais ne cesse d'invalider les pratiques des acteurs. Dans un monde globalisé, cette façon d'envisager l'univers à partir du Nord est contestée par une épistémologie du Sud et ce n'est pas un hasard si celle-ci a une autre appréhension de l'ESS, plus compréhensive et plus respectueuse des tentatives concrètes menées pour échapper à la démesure du capitalisme contemporain.

> L'interprétation de l'épistémologie du Nord

La sociologie postbourdieusienne (voir par exemple Hély, 2008) s'inscrit dans l'épistémologie du Nord au sens où elle se prévaut d'une critique radicale pour s'insurger dans le droit fil de la vulgate marxiste contre le rêve d'une réalisation expérimentale des utopies sociales qui consisterait « à émusser la lutte des classes et à concilier les antagonismes » (Hély et Moulévrier, 2014, p. 1 citant Marx et Engels, 1962, p. 58-59).

Cette approche associe à l'ESS le mythe d'un monde hors du vrai monde où la coopération remplacerait la concurrence. La grande hétérogénéité des doctrines est pointée pour dénoncer la duplicité de l'ESS. En corollaire, l'ensemble de sa trajectoire historique est présentée comme une confirmation de ce qu'elle contenait en germe dès l'origine, à savoir un détournement de l'action révolutionnaire au profit d'une collaboration de classe. L'ethnocentrisme est consubstantiel à cette position : le raisonnement se cantonne dans un strict cadre national à partir duquel est inférée une généralisation qui tient pour négligeable le reste du monde. Cette simplification continue est alimentée par l'objectivisme. On retrouve la posture héritée d'Engels : à partir du moment où seul le savant peut déceler la vérité historique, la prétention à la scientificité justifie un sentiment de supériorité et le mépris à l'égard de toutes les autres analyses, qui ne sauraient dépasser « un

verniss de scientificité et de respectabilité » (Hély et Moulévrier, 2014, p. 6). Pour le scientisme, qui emprunte finalement plus à Auguste Comte qu'à Karl Marx, l'ESS est coupable de l'impureté dont sont responsables ceux qui mélangent « *analyses savantes* » et « *discours programmatiques* » (*ibid*, p. 5-6). Certes, un hommage semble être rendu aux acteurs mais tout de suite après il est ajouté que, par leurs prénotions, ils contaminent les chercheurs avec lesquels ils fraient et n'ont aucune faculté de jugement, se contentant de fournir « *un public de fidèles* ». En fin de compte, les chercheurs entretiennent les mythes avec la complicité crédule des acteurs.

Enfermés dans un système qui les aliène, ces agents ne peuvent y échapper et quand ils croient le faire, ils se trompent parce qu'ils sont victimes de déterminations dont ils ne sont pas conscients. Dans cette perspective, les personnes engagées dans l'économie sociale et solidaire entretiennent l'illusion d'un changement. Bien loin d'œuvrer à une transformation sociale et écologique, elles confortent par leurs pratiques le système dominant et entérinent le désengagement de l'État.

De ce point de vue, les constats de Sousa Santos (2002) méritent d'être médités. L'incomplétude de l'eurocentrisme est confirmée par la « *relation fantomatique* » qui s'est établie en son sein entre théorie et pratique ; ainsi, la plupart des mouvements émancipateurs n'ont pas été anticipés, ni les révolutions dans les ex-pays communistes ou dans les pays arabes, ni les rassemblements citoyens des Indignés ou d'Occupy, ni les mouvements indigènes. Pour repenser l'émancipation, il importe de se dépandre de cette croyance en une alternative grandiose que proposait le socialisme centralisé. Celle-ci permettait d'éluder la complexité des transitions en martelant un discours radical et en ayant recours à l'imaginaire religieux d'une société réconciliée dans laquelle le libre développement de chacun serait la condition du libre développement de tous. De plus, les sciences sociales ne peuvent pas non plus se contenter de débusquer indéfiniment l'emprise des mécanismes de domination et de reproduction. Le renoncement au fondamentalisme de l'alternatif comme à la résignation ne signifient pas pour autant le refuge dans des sciences qui se voudraient exemptes de toute normativité et persisteraient dans un objectivisme obsolète.

> L'interprétation de l'épistémologie du Sud

L'interprétation qui réduit l'ESS à un sous-service public est obnubilée par la conjoncture française et reste indifférente au fait que celle-ci existe sur toute la planète. Ce biais méthodologique, si répandu chez les chercheurs occidentaux, fait que cette interprétation est aujourd'hui contestée par une approche plus attentive aux émergences de l'épistémologie du Sud. Loin de condamner les expériences à l'impuissance, cette lecture cherche au contraire à identifier les potentialités dont elles sont porteuses. Elle se caractérise aussi par une vigilance à l'égard des « absences », c'est-à-dire de parties de la réalité qui ont été invisibilisées.

□

L'épistémologie du Sud ne témoigne pas d'une revendication en faveur d'une quelconque région du monde. Il est indispensable ici de lever un malentendu : le Sud n'est pas une entité géographique. Il s'agit plutôt d'une métaphore de la souffrance humaine causée par l'ordre mondial dominant et d'une valorisation des résistances que celle-ci génère. Certes, les populations qui ont été et sont les plus touchées par les inégalités et discriminations dues au capitalisme et au colonialisme vivent dans l'hémisphère Sud. Mais le Sud existe également dans le Nord, de même que, dans les pays du Sud, des oligarchies profitent de l'ordre dominant. Repenser la justice globale et l'émancipation est une tâche nécessaire qui doit être menée à l'échelle de toute la planète et ne saurait consister à préconiser une voie unique, un contre-projet symétrique de ce que voudrait être aujourd'hui le néolibéralisme. Il s'agit bien de fonder un dialogue sur la traduction interculturelle. La finalité, comme le disent les Zapatistes, est « *un monde dans lequel il y a de la place pour beaucoup de monde* ». La prise en compte de la pluralité fait partie de la démarche. Il ne s'agit pas d'indiquer un chemin à suivre, ni une cartographie des résistances à l'œuvre, mais de procéder à une ouverture vers la diversité. Si la théorie occidentale s'essouffle, ce n'est pas seulement en raison des ruses du capitalisme mais à cause de ses limites, inhérentes à sa visée uniformisatrice.

S'éloignant de cette posture convenue, la sociologie des émergences suggère d'étudier les potentiels émancipateurs d'une grande diversité de pratiques alternatives qui naissent dans un système à dominante capitaliste, selon les termes de Marcel Mauss (1987). Même si elles sont sans cesse guettées par la marginalisation ou la récupération, elles n'en témoignent pas moins que non seulement « *Un autre monde est possible* », pour reprendre la célèbre formule du Forum social, mais aussi qu'il existe déjà dans une multiplicité d'expériences, parfois fragiles mais aussi utopiques et réalistes. Il s'agit de dépasser l'herméneutique du scepticisme et ne plus mépriser les initiatives qui combattent l'hégémonie capitaliste en faisant valoir, dans la difficulté, des logiques de réciprocité, d'égalité et de solidarité.

La sociologie des émergences est attentive à ces actions qu'elle étudie à partir d'études de cas menées dans divers pays d'Amérique du Sud, d'Asie et d'Europe (Sousa Santos, 2002). En s'appuyant sur celles-ci, des thèses sont formulées qui mettent l'accent sur le fait que, d'un point de vue économique, ces initiatives doivent être menées à l'intérieur et à l'extérieur de l'État et du marché, leur pérennité et leur succès dépendant largement de leur insertion dans des réseaux de coopération et de soutien mutuel. De plus, leur dimension économique est inséparable d'une dimension politique. La radicalisation de la démocratie économique va de pair avec celle de la démocratie participative et le devenir des processus de transformation économique est lié aux relations qu'ils entretiennent avec les dynamiques politiques, culturelles et sociales.

Un enjeu théorique

Ce qui se profile alors est la portée heuristique de cette sociologie des émergences. Il existait une tradition d'entreprises non capitalistes, dont la théorisation opérée au Nord correspondait à l'économie sociale. L'apparition conjointe en Amérique du Sud et en Europe d'une économie désignée comme solidaire (Laville *et al.*, 2006) fournit l'opportunité d'une coélaboration qui peut renouveler considérablement les approches des deux côtés de l'Atlantique ; les épistémologies du Sud permettent ainsi d'approfondir un dialogue interculturel déjà amorcé à travers les analyses de l'économie et de la démocratie substantives dues à des auteurs des deux continents.

> Une économie substantive fondée sur le travail et le bien vivre

Pour ce qui est de l'économique, l'approche orthodoxe peut être qualifiée de formelle : elle met au centre de l'analyse la rareté, et fait de l'intérêt matériel la base des choix individuels. Elle contient en cela un sophisme économiste consistant à confondre économie et mécanismes de marché ; c'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'économie solidaire ne peut y trouver place. Par contraste, celle-ci se réclame d'une approche substantive dans laquelle l'économie relève de plusieurs principes de comportement économique (marché mais aussi redistribution, réciprocité, administration domestique). Il revient à Karl Polanyi (2008, 2011) (voir Contrepoint p. 37) d'avoir mis en lumière les différences entre les deux approches, comme d'avoir synthétisé des observations anthropologiques qui permettent de consolider la proposition hétérodoxe d'une économie substantive. Toutefois, centré sur la critique de la modernité comme société de marché, K. Polanyi n'a pas mobilisé ce cadre d'analyse pluraliste pour la compréhension des économies contemporaines. L'apport des auteurs sud-américains est décisif à cet égard, en particulier leur étude de l'économie populaire conçue comme une économie du travail, qui a constitué l'une des bases essentielles de la genèse de l'économie solidaire (Coraggio, 2011 ; Quijano, 2008 ; Razeto, 1993). En outre, les pratiques institutionnelles innovantes, comme les constitutions bolivienne et équatorienne, apportent des éléments majeurs pour la concrétisation juridique d'une économie solidaire intégrée dans une économie plurielle et considérée comme un moyen de réaliser le « bien vivre » (Acosta, 2016, p. 197-206). Reconnues à travers cette référence au *buen vivir*, les philosophies andines de la vie, comme celle du *sumak qamaña aymara*, convergent d'ailleurs avec l'idée de *livelihood* exprimée par Polanyi, associant préoccupation de reproduction de la vie et souci de la « vie bonne » au sens où l'entend Aristote.

Des débats ont également été ouverts grâce aux études féministes : les programmes de recherche sur le *provisioning* et le *care* préconisent en effet de relier la production, objet d'étude de l'économie formelle, et la reproduction, rendue visible au sein d'une économie substantive structurée par des rapports sociaux de sexe (Hillenkamp *et al.*, 2014). Le décryptage des combinaisons empiriquement constatables entre les principes d'intégration économique peut favoriser la conciliation de l'émancipation et de la protection, en détaillant les ambivalences

de l'administration domestique et les effets d'un passage à la réciprocité, c'est-à-dire d'un passage de l'enfermement dans des dépendances privées à l'ouverture à des activités de soin à autrui reconnues par la collectivité.

> Une démocratie substantive, fondée sur la délibération et l'intersubjectivité

Pour ce qui est du politique, une première tradition de pensée réfère celui-ci aux pouvoirs publics. Dans une société démocratique, il convient qu'il y ait un « *monopole de la violence légitime* », selon l'expression de Max Weber, c'est-à-dire une instance de coordination qui puisse faire que la société ne soit pas la guerre de tous contre tous et que des règles de vie en société soient respectées. Mais une seconde tradition de pensée du politique insiste sur les espaces publics, lesquels sont autant de lieux où les personnes se retrouvent pour essayer de définir les règles d'un monde commun. L'importance accordée à l'espace public caractérise des écrits inspirés par Hannah Arendt et Jürgen Habermas. Cette orientation permet de se démarquer d'un paradigme agrégatif fondé sur l'expression des préférences individuelles et appréhende la démocratie de manière formelle, c'est-à-dire à travers une sélection entre plusieurs options permise par le vote. Elle élargit le processus politique aux forums qui relèvent d'un paradigme délibératif et mettent l'accent sur l'intersubjectivité dans la formation des opinions et des décisions.

L'apport singulier des auteurs sud-américains en la matière est leur capacité à traverser les frontières entre sphères politique et économique, trop souvent érigées par les conceptions influencées par Arendt, qui privilégient l'autonomie du politique et se méfient de sa perversion par l'économique. Prolongeant le constat de Nancy Fraser (2005, p. 107-144), selon lequel les espaces publics populaires traitent forcément des questions socio-économiques, les épistémologies du Sud approfondissent les processus de dé-légitimation auxquels se heurtent les initiatives qui veulent améliorer la vie quotidienne par des dynamiques démocratiques. Ainsi les initiatives de femmes, « *espaces de production mais aussi espaces publics et lieux de socialisation* » (Guérin et al., 2011, p. 17-21), ne peuvent être assimilées ni à des mouvements culturels ni à des entreprises. Elles ont néanmoins « *pour particularité de combiner, de manière plus ou moins forte, activité économique et action politique* » (ibid). La sociologie des émergences paraît alors en mesure de redynamiser la théorie critique en valorisant les alternatives qui sont trop souvent niées ou méprisées au Nord. Répétons-le, elle accentue volontairement leurs « *traits émancipateurs pour en renforcer la visibilité et la crédibilité. L'herméneutique de l'émergence ne renonce pas pour autant à mener une analyse rigoureuse et critique. Mais plutôt que d'en miner le potentiel, elle vise à consolider ces alternatives.* » (Sousa Santos et Garavito, 2013, p. 130-134).

L'économie solidaire témoigne d'actions en faveur de la diversité. Dans le rapport de forces actuel, les initiatives propres à chaque continent ne peuvent qu'être renforcées par des rapprochements entre acteurs d'Amérique latine et d'Europe. La gravité de la situation exige en outre, de la part des chercheurs, l'invention de rapports de travail avec ces acteurs qui évitent à la fois l'acclamation, par une

rhétorique qui se contente de reprendre la parole militante, et la réclamation, par une dénonciation qui se cantonnerait au repérage des insuffisances dont font preuve les expériences. En effet, si les approches du Nord ont tendance à mépriser les initiatives, les approches du Sud perdraient toute pertinence si elles versaient dans une vision maximaliste qui idéaliserait celles-ci, comme l'exprime Fernanda Wanderley (2015). Face à ces deux écueils symétriques, c'est l'élucidation des ambivalences inhérentes aux pratiques, menée conjointement par les acteurs et les chercheurs, qui est en mesure de prendre en compte la complexité du réel, en restant lucide sur la modestie des changements effectués et sans condamner les initiatives à l'impuissance.

L'attention attribuée aux émergences change le regard porté sur les réalités actuelles et mène à un renouvellement des débats en rendant visible ce qui a été écarté de l'histoire officielle.

Le dialogue Nord-Sud pour une autre approche de l'ESS est déjà une réalité. L'altermondialisme, les mouvements indigènes en Amérique latine et plus encore les mouvements des années 2010 intriquent profondément les enjeux socio-économiques et les enjeux culturels, dépassant le clivage des « anciens » et des « nouveaux » mouvements sociaux. Sortir de l'eurocentrisme et aller vers une pensée plurielle permet de repenser l'émancipation. C'est du moins le pari qui a été fait à travers un vaste programme de recherche initié lors du Forum social mondial en 2002, qui donne lieu à la coécriture de réflexions sur des approches croisées entre continents, à chaque fois contextualisées en adaptant le contenu selon le lieu d'édition. On le voit, on est très loin de la démarche développée dans la partie suivante selon laquelle les organisations de l'ESS sont comme les autres.

La perception des émergences suppose de se décentrer de l'espace national. C'est pourquoi la présente contribution s'inscrit dans un dialogue intercontinental, lequel est décliné en thèmes successifs dans des livres rédigés par des auteurs qui s'interpellent mutuellement sur les mêmes questions. La première étape a été un livre consacré à l'action publique en matière d'économie sociale et solidaire ⁽¹⁾. La deuxième s'est centrée autour de volumes sur l'autre économie, dont le contenu était infléchi en fonction de la teneur des débats dans les contextes de publication ⁽²⁾. La troisième étape s'est concrétisée par un ouvrage sur l'actualité de Polanyi (Hillenkamp et Laville, 2013). La quatrième correspond à une interrogation sur le devenir des gauches au XXI^e siècle (Coraggio et Laville, 2014). La cinquième concerne un travail sur les mouvements sociaux et l'économie solidaire (Laville et al., 2017), l'objectif étant, comme le dit Coraggio, d'ouvrir « *des voies pour une pensée critique, rénovée, plurielle qui combine une théorisation contre-hégémonique avec la prise en compte de nouvelles pratiques émancipatrices* ».

Notes

1 – Publié en portugais et en français, il réunit acteurs de la société civile, responsables publics et chercheurs des deux pays (Laville *et al.*, 2006).

2 – Publié en cinq langues et dans des versions à chaque fois recomposées (Laville et Cattani, 2006 ; Laville et Cattani, 2006a ; Cattani *et al.*, 2009 ; Hart, *et al.*, 2010 ; Coraggio *et al.*, 2013).

Bibliographie

- Acosta A., 2016, Le bien vivre comme alternative au développement, in Laville J.-L. et Coraggio J.-L., *Les gauches du XXI^e siècle*. Un dialogue Nord-Sud, Lormont, Le Bord de l'eau, coll. « Diagnostics ».
- Brooks-Higginbotham E., 1990, *Righteous Discontent. The Women's Movement in the Black Baptist Church, 1880-1920*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- Cattani A. D., Laville J.-L., Gaiger L. I. et Hespanha P. (coord.), 2009, *Dicionario internacional de outra economia*, Coimbra, São Paulo, Almedina.
- Coraggio J.-L., 2011, *Economia social y solidaria. El trabajo antes que el capital*, Quito, Ediciones Abya-Yala.
- Coraggio J.-L., Laville J.-L. et Cattani A. D. (org.), 2013, *Diccionario de la otra economía*, Buenos Aires, Universidad Nacional de General Sarmiento (UNGS).
- Coraggio J.-L. et Laville J.-L. (dir.), 2014, *Reinventar la izquierda en el siglo XXI. Hacia un diálogo Norte-Sur*, Buenos Aires, Quito, Universidad Nacional de General Sarmiento (UNGS), Instituto de Altos Estudios Nacionales (IAEN). Traduction française 2015, *Les gauches du XXI^e siècle. Un dialogue Nord-Sud*, Toulouse, Érès.
- Fraser N., 2005, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte.
- Gribaudi M., 2014, *Paris, ville ouvrière. Une histoire occultée, 1789-1848*, Paris, La Découverte.
- Guérin I., Hersen M. et Fraise L., 2011, *Femmes, économie et développement*, Toulouse, Érès.
- Hart K., Laville J.-L. et Cattani A. D., 2010, *The Human Economy. A Citizen Guide*, Londres, Polity Press.
- Hély M. et Moulévrier P., 2014, *L'économie sociale et solidaire : de l'utopie aux pratiques*, Paris, La Dispute.
- Hély M., 2008, *L'économie sociale et solidaire n'existe pas*, 11 février, www.laviedesidees.fr
- Hillenkamp I., Guérin I. et Verschuur C., 2014, Économie solidaire et théories féministes : pistes pour une convergence nécessaire, *Revue d'économie solidaire*, Aacea, p. 4-43.
- Hillenkamp I. et Laville J.-L. (dir.), 2013, *Sociologie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, Toulouse, Érès, 2013. Traduction portugaise, 2016, *Socioeconomia e democracia. A atualidade de Karl Polanyi*, Porto Alegre, Escritos.
- Laville J.-L. et Cattani A.D., 2006a, *Dizionario dell'altra economia*, Rome, Sapere 2000 Ediz. Multimediali ; 2006b, *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard-Folio.

- Laville J.-L., Magnen J.-P., França Filho G. C. et Medeiros A., 2006, *Action publique et économie solidaire*, Toulouse, Érès. Version portugaise, 2006, *Ação pública e economia solidaria, uma perspectiva internacional*, Universidade Federal da Bahia (UFBA) – Universidade Federal do Rio Grande do Sul (UFRGS), Porto Alegre, Salvador de Bahia.
- Laville J.-L., Bucolo E., Pleyers G. et Coraggio J.-L., 2017, *Mouvements sociaux et économie solidaire*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Marx K. et Engels F., 1962 (1^{re} édition 1847), *Le Manifeste du parti communiste*, Paris, Union générale d'édition.
- Mauss M., 1987, *Écrits politiques*, Paris, Fayard.
- Polanyi K., 2008, *Essais*, Paris, Seuil ; 2011, *La subsistance de l'homme. La place de l'économie dans l'histoire et la société*, Paris, Flammarion, traduit et présenté par B. Chavance.
- Quijano A., 2008, *Solidaridad y capitalismo colonial moderno*, Otra economia, vol. 2, p. 12-16.
- Razeto L., 1993, *Los caminos de la economia de solidaridad*, Santiago du Chili, éd. Vivarium.
- Riot-Sarcey M., 2016, *Le procès de la liberté – Une histoire souterraine du XIX^e siècle en France*, Paris, La Découverte.
- Ryan M. P., 1992, *Gender and Public Access: Women's Politics in Nineteenth Century America*, in Calhoun C. (dir.), *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge, Massachusetts et Londres, The MIT Press.
- Sousa Santos B., 2002, *Produzir para viver : os caminhos da produção não capitalista*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.
- Sousa Santos B. et Garavito C. R., 2013, *Alternatives économiques : les nouveaux chemins de la contestation*, in Hillenkamp I. et Laville, J.-L., *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, Toulouse, Érès.
- Thompson E. P., 1988, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Seuil-Gallimard.
- Wanderley F., 2015, *Desafíos teóricos y políticos de la economia social y solidaria : Lecturas desde América latina*, La Paz, Plural editores.
- Zinn H., 2002, *Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*, Marseille, Agone, coll. « Des Amériques ».